

À Djakarta, il y a à peine trois semaines, les ministres du Commerce de l'APEC ont déclaré être prêts à relever leurs manches et ont invité les autres pays du monde à en faire autant afin d'accélérer le processus de libéralisation des échanges commerciaux et des investissements.

Lors de cette rencontre, j'ai suggéré, avec l'appui d'un grand nombre de participants, plusieurs mesures concrètes que nous pourrions prendre pour relever ce défi, en nous engageant sur les voies suivantes.

Premièrement, les pays membres de l'APEC doivent envisager d'accélérer la réduction des droits de douane convenue à l'Uruguay Round et explorer la possibilité de nouvelles réductions dans d'autres secteurs. Il pourrait y avoir des possibilités d'harmonisations tarifaires plus poussées dans certains secteurs ou de nouvelles initiatives de protection zéro-zéro pour certaines catégories de produits. Par ailleurs, nous devons travailler ensemble, à partir des résultats de l'Accord général sur le commerce des services, à la libéralisation optimale dans le domaine des services financiers.

Deuxièmement, nous devons envisager d'éliminer, à court terme, les subventions à l'exportation dans les marchés agricoles de l'APEC et, à plus long terme, d'interdire toutes les subventions de cette nature. À cet égard, l'Uruguay Round a permis de faire des progrès importants. Pour la première fois, les subventions à l'exportation de produits agricoles sont définies, et les gouvernements s'engagent à en réduire le nombre et la valeur.

Troisièmement, nous devons nous demander comment demeurer au premier plan de la libéralisation des investissements et passer d'une déclaration de principes non exécutoires à un ensemble convenu de règles assorties de dispositions appropriées sur le règlement des différends. Il faut chercher davantage à faciliter l'investissement privé international, une importante source de croissance dans la région, et à réduire les incertitudes et les frais de transaction associés à l'investissement et au commerce lié à l'investissement.

Nous devrions convenir de geler immédiatement les mesures pouvant nuire aux investissements entre les pays membres de l'APEC pendant que nous élaborons un code. Ce code devrait être ambitieux et refléter les meilleures pratiques internationales. Cette région ne mérite rien de moins.

Enfin, nous devons aller résolument de l'avant dans le domaine des normes et de la conformité. Comme nombre de grandes sociétés de haute technologie sont situées dans notre région, nous pourrions choisir un ou deux secteurs, les télécommunications et le logement par exemple, et entreprendre d'atténuer les effets négatifs qu'ont sur le commerce et l'investissement les différences de normes à l'intérieur de la région.

Ces quelques suggestions pourraient nous servir de points de repère dans nos projets de libéralisation des marchés. J'ai bien l'intention